

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

MOZAMBIQUE/ELECTIONS

L'opposition au Mozambique a appelé samedi à l'annulation des élections générales du 15 octobre, accusant le gouvernement d'avoir violé un accord de paix en recourant à la violence et à des actes d'intimidation le jour du scrutin.

CÔTE-D'IVOIRE/PARTIS POLITIQUES

Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), dirigé par l'ex-président Henri Konan Bédié, a fait une démonstration de force samedi à Yamoussoukro, en mobilisant, avec "ses alliés", ses militants à un an de l'élection présidentielle, remontés contre le président Alassane Ouattara.

TOGO/OPPOSITION

Jean-Pierre Fabre, principal dirigeant d'opposition du Togo, a été investi samedi candidat à la présidentielle prévue début 2020 lors d'un congrès de son parti, l'Alliance nationale pour le changement.

SYRIE/TURQUIE

Les forces kurdes et Ankara se sont mutuellement accusées samedi de violer une trêve dans le nord-est de la Syrie, le président turc menaçant d'"écraser les têtes" des combattants kurdes, à trois jours de l'expiration du délai pour leur retrait.

ESPAGNE/CATALOGNE-AFFRONTEMENTS

Après de violents affrontements ayant fait plus de 180 blessés vendredi, la tension a nettement baissé en Catalogne samedi au sixième jour de la mobilisation contre la condamnation de dirigeants séparatistes pour leur rôle dans la tentative de sécession de 2017.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Les réunions d'automne du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale se sont achevées samedi sur un appel commun à faire plus et mieux pour soutenir la croissance mondiale qui vacille en raison de la persistance des conflits commerciaux et de l'incertitude entourant le Brexit.

CANADA/POLITIQUE

Le leader conservateur Andrew Scheer, qui veut remplacer Justin Trudeau à la tête du Canada, s'est retrouvé dans l'embarras samedi, à deux jours des élections législatives, à la suite d'informations selon lesquelles son parti aurait secrètement cherché à salir une formation rivale, le Parti populaire du Canada (PPC, droite) barrage illégal sur le site reculé d'une mine d'or en Sibérie, dernier en date d'une série d'accidents industriels qui frappent la Russie.

Londres sortira de l'UE le 31 octobre

AFP
Londres/Angleterre

Le gouvernement de Boris Johnson martelait dimanche que le Brexit aurait bien lieu le 31 octobre, bien qu'il ait été contraint par son Parlement d'écrire à Bruxelles pour demander un report.

La journée de samedi, avec un vote historique prévu au Parlement britannique sur le nouvel accord de Brexit triomphalement annoncé deux jours plus tôt à Bruxelles, devait enfin apporter une clarification plus de trois ans après le référendum de 2016. Bilan : les députés ont décidé de repousser leur décision et les Européens se retrouvaient dimanche avec trois lettres, dont l'AFP a obtenu copie, disant tout et son contraire. Et moins de deux semaines pour éviter une sortie sans accord qui donne des sueurs froides aux milieux économiques.

La première lettre, non signée, demande un report de trois mois du Brexit. La deuxième, signée par Boris Johnson, dit qu'il ne veut pas de ce délai. La troisième, de l'ambassadeur britannique auprès de l'UE, Tim Barrow, précise que le report n'a été demandé que pour se plier à la loi. Malgré cette demande, "nous allons sortir le 31 octobre. Nous avons les moyens et la capacité de le faire", a déclaré dimanche Michael Gove, bras droit de Boris Johnson, lors d'un entretien avec Sky News.

A Bruxelles, le président du Conseil européen Donald Tusk a indiqué samedi soir "commencer à consulter les dirigeants de l'UE sur la manière de réagir". D'après une source européenne, les consultations "pourraient prendre quelques jours".

Dimanche, lors d'une courte réunion à Bruxelles des ambassadeurs des 27, autour du négociateur européen du Brexit Michel Barnier, la demande a été évoquée mais pas débattue.

"L'Union européenne garde toutes les options ouvertes", a déclaré à l'AFP un diplomate européen sous couvert de l'anonymat, indiquant que le processus de ratification de l'accord était bien engagé.

Jeremy Corbyn, chef de l'opposition travailliste, crie pourtant déjà victoire : pour lui, "l'accord dommageable (de Boris Johnson) a été défait" et "malgré



Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, au devant des députés

sa posture irritante et fanfaronne", il a dû "obéir à la loi", a-t-il dit sur Twitter.

La loi qui a forcé à réclamer cette extension a été adoptée en septembre

pour éviter un "no deal", Boris Johnson s'étant dit prêt à cette option s'il s'agissait du prix à payer pour sortir le Royaume-Uni de l'UE le 31 octobre.

Elle stipule que si aucun accord de sortie n'était approuvé par le Parlement d'ici au 19 octobre, le Premier ministre doit réclamer un report du Brexit au 31 janvier 2020.

Nigeria : au moins 4 soldats et un milicien tués dans une attaque jihadiste



Les Jihadistes nigériens

AFP
Kano/Nigéria

Au moins quatre soldats nigériens et un membre des milices civiles qui combattent aux côtés de l'armée ont été tués dans des affrontements avec des jihadistes d'Iswap, a-t-on appris dimanche de sources sécuritaires.

Des combats ont éclaté samedi soir lorsque des soldats ont intercepté

un convoi de combattants d'Iswap (groupe de l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest), au niveau de Jakana, à 42 km de Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno (nord-est).

"Nous avons perdu quatre soldats et un milicien dans les affrontements", a confié un gradé militaire, sous couvert d'anonymat.

"Les terroristes sont arrivés en grand nombre et nos troupes, bien qu'elles aient combattu avec bravoure, ont été dépassées", a-t-il souligné.

De nombreux hommes ont été blessés, a indiqué cette même source, et les insurgés ont saisi quatre camions militaires. "L'incident a eu lieu vers 18h30 (1730 GMT) samedi, il faisait déjà nuit", a témoigné à l'AFP un milicien. L'armée nigérienne a publié un communiqué dimanche, affirmant que 7 jihadistes avaient été tués, et 8 grièvement blessés lorsque leur véhicule a roulé sur une mine vendredi, mais ne fait aucune mention des affrontements de samedi, ni des pertes dans leurs rangs. Jakana se situe sur la route entre Maiduguri et Damaturu, la capitale de l'Etat de Yobe, où Iswap est particulièrement présent.

Cette branche de Boko Haram affiliée à l'Etat Islamique mène de nombreuses attaques sur l'armée nigérienne et des dizaines, voire des centaines de soldats ont été tués ces douze derniers mois. Le nord-est du Nigeria est plongé dans un conflit entre l'armée et les groupes de Boko Haram, qui a fait au moins 35.000 morts depuis 2009 et près de 2 millions de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur foyer.